



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 483 – 17 mars 2023

❖ Régional

L'UNICEF alerte sur la situation humanitaire au Sahel

Lors d'une conférence de presse organisée le 17 mars 2023 au palais des Nations Unies à Genève, le porte-parole de l'UNICEF [a tiré](#) la sonnette d'alarme sur la situation humanitaire au Sahel, et particulièrement au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Ainsi, près de 10 M d'enfants auraient un besoin urgent d'aide humanitaire dans ces 3 pays. Selon l'UNICEF, trois fois plus d'enfants ont été tués au Burkina Faso au cours des 9 premiers mois de 2022 que sur la même période de 2021 en raison de l'augmentation des attaques contre les villages. En outre, plus de 8 300 écoles ont fermé leurs portes dans les trois pays en raison de la détérioration de la situation sécuritaire et près de 20 000 personnes devraient connaître un niveau d'insécurité alimentaire qualifié de "catastrophique" d'ici juin 2023. En conséquence, l'UNICEF appelle les gouvernements des pays concernés et les partenaires au développement à augmenter significativement leurs financements pour élargir l'accès aux services sociaux essentiels et à la protection.

Le Bénin devrait bénéficier de 490 M USD de recettes fiscales sur 20 ans grâce à l'oléoduc avec le Niger

En marge de la visite officielle du Président du Niger au Bénin, les 13 et 14 mars 2023, ce dernier [a rappelé](#) les retombées économiques du projet

LE CHIFFRE À RETENIR

4%

Le taux de croissance du Sénégal en 2022 selon le FMI

d'oléoduc entre les 2 pays. Ainsi, l'infrastructure devrait permettre au Niger d'augmenter sa production de pétrole à 110 000 barils par jour (contre 20 000 actuellement) tandis que le Bénin devrait bénéficier de recettes fiscales à hauteur de 490 M USD sur 20 ans. Pour rappel, la mise en service de l'oléoduc est prévue pour fin 2023 ; l'exécution des travaux étant estimée à ce jour à environ 70-75%.

La BOAD rejoint la coalition Finance in Common sur le genre

Dans [un communiqué](#) publié le 13 mars 2023, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a annoncé rejoindre la coalition Finance in Common (FICS) sur le genre. Par cette adhésion, la BOAD s'engage à travailler avec les autres partenaires au développement membres de la coalition FICS en faveur de la lutte contre les inégalités de genre et de l'autonomisation des femmes et des filles. Ainsi, la BOAD compte notamment améliorer l'accès à des opportunités d'emploi pour les femmes ainsi que favoriser leur accès aux services financiers et aux financements.

🍷 Bénin

La production de noix de cajou de la campagne 2021/2022 en hausse de 56%

Au terme du Conseil des ministres du 15 mars 2023, le gouvernement [a annoncé](#) que la production de noix de cajou lors de la campagne 2021/2022 s'est élevée à 215 809 tonnes, soit un volume en hausse de 56,5% par rapport à la campagne précédente. En outre, seulement 17 700 tonnes (soit 8,2% de la production totale) ont pu être transformées dans 10 des 14 usines en dehors de la Zone économique spéciale de Glo-Djigbé, pour une capacité totale installée de 60 800 tonnes. Par ailleurs, le Conseil a fixé **l'ouverture de la commercialisation** pour la campagne de 2022/2023 au 16 mars 2023 et la clôture, le 31 octobre 2023. Pour rappel, la noix de cajou est la 2^{ème} culture d'exportation après le coton au Bénin, avec des recettes qui se sont élevées à 27 Mds FCFA (41,1 M EUR) en 2021.

🍷 Burkina Faso

173 M EUR de la BAfD en faveur des secteurs de l'agriculture, de l'eau et de l'assainissement

Le 28 février 2023, le gouvernement burkinabè et la Banque africaine de développement (BAfD) [ont signé](#) des conventions de financements à hauteur de 173 M EUR, dont 48% sous forme de don et le reste sous forme de prêt concessionnel, pour la mise en œuvre de 6 projets dans le domaine agro-sylvo-pastoral, de l'eau et de l'assainissement. Ainsi, ces fonds seront notamment alloués à des projets et programmes visant (i) à renforcer la résilience à l'insécurité alimentaire ainsi que la production et les chaînes de valeur agricoles (128,9 M EUR) ; (ii) à améliorer la fourniture de l'eau potable et les infrastructures d'assainissement en milieu urbain et rural, à hauteur de 44,3 M EUR. Avec ces financements, le portefeuille de la BAfD au Burkina Faso s'élève à 845 M EUR.

Taux d'inflation à +6,1% en g.a. en février 2023

Selon les données de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), le taux d'inflation [s'est élevé](#) à +6,1% en glissement annuel (g.a.) en février 2023, contre +8,2% en g.a. le mois précédent. Ce **niveau d'inflation** se justifie par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons alcoolisées (+7,7% en g.a.), de la catégorie "logement, de l'eau, de l'électricité et autres combustibles" (+8,8% en g.a.) ainsi que des transports (+8,8% en g.a.). A noter que la hausse des prix des transports est en lien avec la dernière augmentation des prix des carburants intervenue le 11 février 2023.

🍷 Cap-Vert

Le service de la dette publique a augmenté de 19,3% en 2022

Selon les données du rapport d'exécution budgétaire du ministère des Finances pour l'année 2022, le service de la dette publique capverdienne (amortissement et intérêts de la dette domestique et extérieure) [s'est élevé](#) à 26 461 M CVE (239,6 M EUR) sur l'année 2022, soit une augmentation de 19,3% par rapport à 2021. En outre, le Cap-Vert a clôturé l'année 2022 avec un encours total de dette publique de 295 Mds CVE (2,6 Mds EUR), soit une augmentation en volume de 5,4% par rapport à fin 2021, mais une baisse en pourcentage du PIB (128% du PIB en 2022, **contre 143% en 2021**). **L'augmentation de ces coûts s'explique notamment par la variation du taux de change et les effets de la fin des moratoires appliqués par les pays créanciers au service de la dette, en raison des effets économiques de la pandémie depuis 2020.**

🇨🇮 Côte d'Ivoire

Accord avec les services du FMI pour un programme FEC/MEDC de 2,6 Mds USD

Dans [un communiqué](#) publié le 15 mars 2023, les services du FMI ont annoncé avoir trouvé un accord avec le gouvernement ivoirien pour un financement de 2,6 Mds USD, soit au moins 300% de la quote-part, dans le cadre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) pour soutenir le programme économique des autorités. Cet accord, soumis à l'approbation finale du conseil d'administration du FMI, s'inscrit dans un contexte d'aggravation des déséquilibres macroéconomiques en 2022 en raison de la détérioration des termes de l'échange, de l'augmentation des dépenses de sécurité ainsi que des subventions directes et indirectes versées pour réduire les pressions sur les prix. Ainsi, le programme visera particulièrement : (i) à renforcer la mobilisation de recettes afin de créer un espace budgétaire pour les dépenses sociales essentielles, la sécurité et les besoins d'investissement ; (ii) la mise en œuvre de réformes structurelles pour le renforcement de la protection sociale, la gestion des finances publiques, l'efficacité des investissements ou encore la promotion d'une croissance inclusive tirée par le secteur privé.

La production aurifère en hausse de 14% en 2022

En 2022, la production d'or ivoirienne [se serait élevée](#) à environ 48 tonnes contre 42 tonnes en 2021, soit une hausse de 14,3%. La production aurifère est principalement le fait d'exploitations industrielles canadiennes et australiennes. Elles ont produit environ **25 tonnes d'or en 2022**, réparties entre : (i) la compagnie australienne Perseus (10 tonnes) sur les deux mines Yaouré et Sissingué ; (ii) l'entreprise canadienne Endeavour (9 tonnes) à Ity et enfin, (iii) le canadien Barrick (**5,7 tonnes**) à Tongon. Pour l'année 2023, la production est attendue à environ 50 tonnes, grâce notamment à la mise en exploitation de deux nouvelles mines à Abujar et Séguéla.

Accord avec Masdar pour le développement d'une centrale solaire

Le 10 mars 2022, le gouvernement ivoirien [a signé un accord avec l'entreprise émiratie Masdar](#) en vue de développer une centrale solaire d'une capacité de 50 à 70 MW. Cet accord-cadre avec l'entreprise spécialisée dans l'énergie propre contribuera à la mise en œuvre des engagements ivoiriens sur le changement climatique, avec pour objectif la réduction de gaz à effet de serre de 32% et une part des énergies renouvelables de **45% dans le mix énergétique d'ici à 2030**. En outre, ces accords s'inscrivent dans le cadre de l'initiative Etihad 7 des Emirats Arabes Unis visant à mobiliser des fonds publics et privés pour investir dans le développement des énergies renouvelables en Afrique afin d'atteindre 20 GW de capacité sur le continent.

🇬🇲 Gambie

La hausse de l'activité touristique en 2022 a contribué à l'amélioration des réserves de change

Selon le gouverneur de la Banque centrale gambienne, les arrivées de touristes [auraient augmenté](#) de 56% en 2022 par rapport à 2021 pour s'établir à 182 795 sur l'année. Cette hausse du nombre de touristes, couplée au niveau important des envois de fonds des migrants, a contribué à l'amélioration du niveau des réserves de change du pays, à 464 M USD en 2022, contre 428 M USD en 2021.

🇬🇳 Guinée

Signature du pacte d'actionnaires relatif à la Compagnie du Transguinéen dans le cadre du projet de Simandou

Le Président [a annoncé](#) le 13 mars 2023 la signature du pacte d'actionnaires relatif à la Compagnie du Transguinéen (CTG) avec les différentes sociétés engagées dans le développement du projet de minerai de fer

Simandou. Ce document garantit notamment à l'Etat : (i) la participation non contributive et non dilutive de 15% dans les infrastructures de Simandou (ports et rails) ; (ii) 15% de parts dans les mines de Simandou conformément au Code minier ; (iii) la prise en compte des aspects multi-utilisateurs et multiusages des infrastructures ; (iv) la prise en compte du contenu local, en particulier s'agissant d'emplois guinéens y compris sur les plus hautes fonctions managériales, sur l'ensemble des segments d'activité ; et (v) la formation pour le transfert de technologies.

55% des exportations à destination des Emirats Arabes Unis en janvier 2023

Selon l'Institut national de la statistique (INS), les exportations guinéennes s'établissent à 3 157,9 Mds GNF (340,6 M EUR) en janvier 2023, soit une diminution de 89,8% en glissement annuel (g.a.), tandis que les importations se sont élevées à 3 301,6 Mds GNF (356,2 M EUR), soit une hausse de 7,7% en g.a. Les principaux produits exportés en janvier 2023 ont été l'or (53,1% des ventes) et l'aluminium (39,7%) tandis que les principaux produits importés ont été les produits pétroliers (31,2% des achats), les bateaux pour le transport de personnes ou de marchandises (8,7%) et les véhicules (6,2%). Les principaux clients du pays ont été les Emirats Arabes Unis (54,8% des ventes) et la Chine (32,8%) tandis que les principaux fournisseurs ont été les Pays-Bas (24,3% des achats), la Chine (20,2%) et les Emirats Arabes Unis (7,1%).

Interdiction d'exportation des denrées alimentaires de première nécessité

Dans un communiqué diffusé à la télévision nationale du 3 mars 2023, le gouvernement a annoncé l'interdiction d'exporter certaines denrées alimentaires de première nécessité pour une durée de 3 mois. L'interdiction concerne notamment le piment sec, le piment frais, l'aubergine, le gombo, la tomate, les farines de manioc et de maïs, le fonio, l'igname, la patate douce et l'oignon.

Guinée-Bissau

Inflation à +10,3% en g.a. en février 2023

Selon l'Institut national de la statistique, l'inflation s'est élevée à 10,3% en glissement annuel (g.a.) en février 2023, contre 9,7% en g.a. en janvier. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons sans alcool (+14,4% en g.a.), tiré par le pain et les céréales (+16,4% en g.a.), le poisson (+11,8% en g.a.) et la viande (+12,6% en g.a.). A noter également la hausse des prix de la catégorie "logement, eau, électricité et autres combustibles" (+15,7% en g.a.) et des transports (+13,7% en g.a.). Toutefois, l'inflation a été atténuée par la baisse des prix de l'éducation (-1,4% en g.a.).

Libéria

2% du montant des retraits devront désormais être délivrés en pièces

Dans un communiqué du 1^{er} mars 2023, la Banque centrale du Libéria a rendu obligatoire la délivrance de pièces de monnaies à hauteur de 2% du montant de chaque retrait en dollar libérien au guichet des banques commerciales. Cette directive a pour objectif **d'accélérer** la mise en circulation des petites coupures de la nouvelle gamme de monnaie nationale et devrait concourir au plan de dédollarisation de l'économie. Pour rappel, le pays figure parmi les économies en développement les plus dollarisées, avec près de 70% de la masse monétaire au sens large libellée en dollar américain.

Mauritanie

Signature d'un nouvel accord pour le développement de l'hydrogène vert

Le 8 mars 2023, le groupe allemand Conjuncta a annoncé avoir signé un accord avec le

gouvernement mauritanien et Infinity Power Holding, coentreprise entre l'égyptien Infinity et l'émirien Masdar, pour la construction d'un complexe d'hydrogène vert d'un montant de 34 Mds USD. Situé au nord-est de Nouakchott, le complexe, dont la construction devrait être achevée en 2028, aura une capacité de production annuelle de 8 M de tonnes d'hydrogène vert et une capacité d'électrolyseur pouvant atteindre 10 GW.

🌐 Niger

Adoption du Plan national de réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle 2023 estimé à plus de 400 M EUR

Le 9 mars 2023, le Conseil des Ministres [a examiné et adopté](#) le Plan national de réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle 2023, document cadre de référence des actions de réponse à l'insécurité alimentaire, nutritionnelle et pastorale mises en œuvre par l'Etat du Niger et ses partenaires. Il bénéficiera d'une enveloppe de 263,5 Mds FCFA (401,7 M EUR), contre 279,2 Mds FCFA (425,6 M EUR) en 2022. Selon le gouvernement, 5,2 M de personnes sont actuellement dans le besoin d'assistance alimentaire tandis que 1,4 M de personnes devraient bénéficier des interventions des filets sociaux pluriannuels ainsi que des programmes "résilience".

Ratification de 2 accords de prêt de la BOAD d'un montant total de 35 M EUR

Le 9 mars 2023, le Conseil des Ministres [a examiné et adopté](#) le projet d'ordonnance autorisant la ratification de deux accords de financement d'un montant total de 22,9 Mds FCFA (34,9 M EUR) avec la Banque ouest-africaine de développement (BOAD). Ces accords comprennent un prêt de 7 Mds FCFA (10,7 M EUR) et un don de 15,9 Mds FCFA (24,2 M EUR) destinés au financement du Projet d'aménagement hydro-agricole avec des pratiques agricoles intelligentes et résilientes au changement climatique (PAHA-AIC). Ce projet

visé à réduire la consommation d'eau et les charges énergétiques liées à l'irrigation des périmètres à aménager, ainsi qu'à contribuer à l'amélioration des revenus des exploitants.

🌐 Sénégal

Le taux de croissance 2022 estimé à 4% par le FMI

A l'issue d'une mission du FMI au Sénégal du 8 au 14 mars 2023, le chef de mission du FMI a indiqué que la croissance du PIB réel [s'est établie](#) à 4% en 2022, contre une prévision initiale de 4,7%. Ce ralentissement s'explique selon le FMI par une campagne agricole et une production industrielle moins favorables. L'inflation moyenne est estimée à 9,7%, son plus haut niveau depuis plusieurs décennies, en raison de la flambée des prix des denrées alimentaires. Par ailleurs, les subventions à l'énergie ont atteint un niveau record de 692 Mds FCFA (1 Md EUR), soit 4% du PIB. Concernant la dette publique, elle est estimée à 75% du PIB, dont 67,5% du PIB pour le gouvernement central, ce qui reste encore soutenable. Pour 2023, la croissance économique devrait s'accélérer par rapport à 2022, toutefois à un rythme moins soutenu que prévu, et l'inflation devrait baisser à un niveau de 5%. Les perspectives à moyen terme restent favorables grâce notamment au démarrage de la production de pétrole et de gaz.

Signature d'un accord de 7,2 M USD entre la SFI, agCelerant et Bank of Africa pour le développement de la filière riz

Le 14 mars 2023, la Société Financière internationale (SFI) [a signé](#) un accord de partenariat d'un montant de 7,2 M USD avec l'entreprise d'agrotechnologie agCelerant et la filiale sénégalaise de Bank of Africa (BOA). Cet accord vise à renforcer l'accès au financement dans la filière rizicole. Ainsi, BOA pourra octroyer aux exploitants et aux entreprises spécialisées dans le riz des produits d'assurance, des prêts pour l'achat d'intrants et d'équipements agricoles. Parallèlement, agCelerant qui propose

des formations et des solutions fondées sur le numérique proposera une assistance technique aux bénéficiaires, afin d'optimiser l'impact des services financiers qu'ils recevront.

Sierra Leone

Renforcement de la relation bilatérale avec le Royaume-Uni

Dans un communiqué du 9 mars 2023, la Présidence [a annoncé](#) la signature d'un mémorandum d'entente avec le Royaume-Uni afin d'améliorer les relations commerciales et d'investissement bilatérales. La convention devrait favoriser l'exportation des produits sierra-léonais en franchise de droits de douane au Royaume-Uni tout en accordant des facilités pour leur écoulement sur le marché. Il devrait également offrir de plus grandes opportunités pour les entreprises des secteurs du textile et de l'huile de palme.

Togo

La SFI envisage de soutenir les PME/PMI

Lors d'une entrevue avec la cheffe du gouvernement togolais, le Directeur régional Afrique de l'Ouest de la Société financière internationale (SFI) [a annoncé](#) qu'il s'associerait avec l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET) et le gouvernement togolais pour accompagner les PME/PMI. Ainsi, à travers le programme "Initiative d'accompagnement aux champions nationaux", il s'agira d'identifier les PME/PMI à fort potentiel et de les accompagner dans l'accès au financement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr